

Auditions des commissaires: l'ADLE condamne les attaques du gouvernement bulgare contre des parlementaires

Publié le: 15-01-2010



Guy VERHOFSTADT, président du groupe ADLE au Parlement européen, a réagi aux remarques déplacées du Premier ministre Borisov dans la presse bulgare sur la manière dont les parlementaires démocrates et libéraux ont rempli leur rôle lors de leur audition de la commissaire bulgare désignée, Rumiana Jeleva.

"Il est totalement inacceptable qu'un premier ministre se laisse ainsi violemment aller contre des élus qui ne font que leur travail en contrôlant les candidats au nouvel exécutif européen. Le Parlement européen ne rendrait pas service à ceux qui l'ont élu si nous ne prenions pas nos responsabilités au sérieux".

"Cette procédure d'audition se veut un examen complet et public des compétences et de la probité financière des candidats. C'est le droit et le devoir des parlementaires de faire part maintenant de leurs inquiétudes et de dissiper les malentendus plutôt que de les mettre sous le tapis au risque qu'ils resurgissent plus tard et créent des difficultés une fois la Commission approuvée".

"Je suis pleinement solidaire de la délégation bulgare de l'ADLE qui soulève des problèmes sérieux. C'est une œuvre de transparence et de responsabilité et non un quelconque complot comme l'allègue le Premier ministre Borisov".

Andrew DUFF, (LibDem, Royaume-Uni), rapporteur permanent pour la procédure d'audition, a ajouté: "Les critères d'approbation de la Commission sont clairs: compétence, probité et capacité de communication. Le Conseil européen était censé proposer des candidats qui répondent à ces critères. M. Barroso doit s'interroger sur la qualité de son équipe".

Charles GOERENS (Parti Démocrate, Luxembourg), coordonnateur de l'ADLE au sein de la commission parlementaire du Développement, a conclu: "La procédure suivie lors de cette audition est irréprochable. Je suis totalement d'accord avec la lettre de recommandation envoyée par la commission parlementaire aux Présidents Buzek et Barroso, dans laquelle nous invitons ce dernier à répondre sans tarder à notre évaluation de Mme Jeleva en termes de compétence et de conformité avec le code de conduite des commissaires européens"